

Aperçus sur l'Afrique francophone

Forum économique mondial pour l'Afrique

Cape Town, Afrique du Sud, 5 mai 2011

Introduction

Les problématiques auxquelles fait face l'Afrique francophone (Tableau 1 ci dessous) sont similaires à celles de nombreux autres pays africains. Le Groupe de la Banque africaine de développement finance des activités dans toutes les régions francophones du continent, en Afrique du Nord, Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest. Cependant en ce qui concerne le processus d'intégration monétaire, la présence du bloc Franc CFA crée une différence à prendre en compte.

Par ailleurs, les économies des pays francophones d'Afrique ont montré une certaine résilience face à la récente crise mondiale avec une hausse du taux de croissance de 2.8% en 2009 à 3.9% en 2010.

Potentialités des pays francophones en Afrique

Ressources naturelles

Les réserves pétrolières en Afrique Centrale sont estimées à 31,3 milliards de barils, soit 28% des réserves totales du continent. Le potentiel hydroélectrique de la région représente 60% du potentiel du continent africain. Le Bassin du Congo abrite la seconde réserve forestière mondiale (absorption de 500 millions de tonnes de carbone par an) et dispose de 12 000 km de voies navigables.

Intégration régionale

La majorité des pays francophones font partie de la Communauté financière d'Afrique, avec le franc CFA comme monnaie commune. On peut donc affirmer que les pays francophones ont atteint un certain degré d'intégration économique et monétaire à travers l'UEMOA en Afrique de l'Ouest et la CEMAC en Afrique centrale.

Matières premières

Le pétrole, l'or, l'aluminium et le coton constituent les principales matières premières exportées par les pays francophones d'Afrique. La hausse des prix des matières premières a contribué à augmenter le volume et les recettes d'exportations et la croissance des pays exportateurs.

Investissement direct étranger

La parité entre le franc CFA et l'Euro garantit la stabilité de la monnaie et pourrait contribuer à drainer davantage d'investissements directs dans ces pays. Il convient de noter que les investissements directs intra-régions prennent de plus en plus d'importance, particulièrement de l'Afrique du Nord vers les pays subsahariens (exemple de la banque marocaine Attijari qui s'est largement implantée dans 10 pays d'Afrique francophone).

Dichotomie

La dichotomie pays riches versus pays pauvres en ressources naturelles constitue une grille de lecture pour le groupe des pays d'Afrique francophone. Dans les pays exportateurs de pétrole, le taux de croissance moyen avoisine 5,4% en 2010 et 6% en 2011 contre environ 3,7% en 2010 et 3,2% en 2011 dans les pays importateurs (Tableau 2). Les recettes d'exportations additionnelles leur ont permis de stimuler leurs économies. Dans les pays francophones importateurs de produits pétroliers, la hausse du cours du pétrole s'est traduite par une hausse du taux d'inflation, une détérioration de la balance des paiements et du solde budgétaire, une baisse de la consommation privée et une aggravation de la pauvreté.

A ceci viennent s'ajouter les défis de la gouvernance dans bon nombre de ces pays.

Défis et enjeux des pays francophones d'Afrique

Gouvernance

Suite aux révolutions en Tunisie et en Egypte il émerge une exigence de changements radicaux et l'obligation faites aux dirigeants de rendre des comptes. Au niveau du climat des affaires quelques progrès ont été réalisés. L'adhésion de six pays d'Afrique Centrale à l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE) est de bon augure pour le moyen et long terme.

Les pays francophones de l'Afrique Centrale ont également fait un grand effort de ratification des codes juridiques OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires), ce qui a servi à uniformiser le cadre juridique. L'OHADA regroupe aujourd'hui 16 pays (les 14 pays de la Zone franc CFA, plus les Comores et la Guinée Conakry) et la République Démocratique du Congo est en cours d'adhésion.

Par ailleurs, le changement de régime en Tunisie s'avère une importante opportunité pour instaurer une démocratie et une meilleure gouvernance, propice à l'investissement privé.

Obstacles à l'intégration régionale

Les contraintes immatérielles concernent le sous-développement des marchés de capitaux, l'appartenance à des marchés multiples et le chevauchement entre les missions des communautés économiques régionales, l'absence d'harmonisation des politiques, des réglementations et des procédures régissant l'investissement, de même que le commerce et le développement des infrastructures.

Les contraintes matérielles concernent le déficit d'infrastructures en transport, en énergie, en TIC et en eau et assainissement.

Quant aux contraintes transversales, elles sont reliées aux capacités institutionnelles, à la gouvernance et à la coordination.

Diversification économique

Le développement du secteur privé peut contribuer à relever ce défi de façon pérenne. C'est pourquoi la levée des contraintes au développement d'entreprises privées viables et porteuses d'emplois est importante.

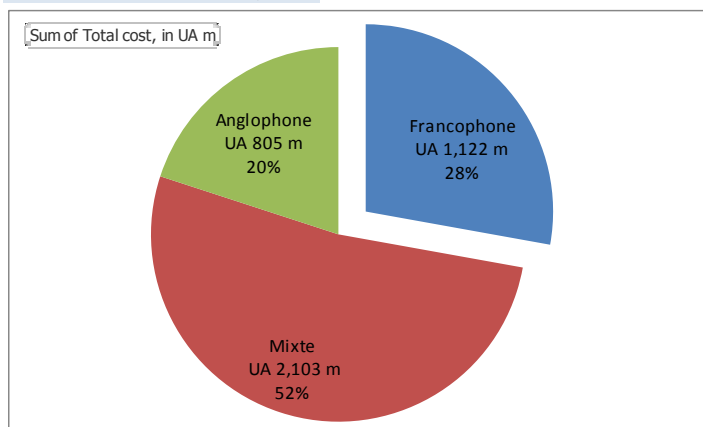
Quelques interventions du Groupe de la BAD

Dans son approche stratégique, la Banque ne considère pas l'Afrique francophone comme une entité économique à part mais organise ses interventions autour des 5 régions naturelles (à travers des documents stratégiques spécifiques) et les Communautés économiques régionales.

Dans le portefeuille actif, seulement 28% des interventions régionales sont basées uniquement sur des pays francophones, contre 20% uniquement sur des pays anglophones. 52% du portefeuille concernent des opérations qui couvrent 2 langues ou plus.

Active portfolio of Regional Projects by Language

| Row Labels | Sum of Total cost, in UA m |
|--------------------|----------------------------|
| Francophone | 1,122 |
| Mixte | 2,103 |
| Anglophone | 805 |
| Grand Total | 4,030 |



Stratégie d'intégration régionale en Afrique Centrale

Approuvée en avril 2011, la stratégie pour la période 2011/2015 est axée sur les deux piliers suivants :

- Développer les infrastructures régionales tout en préservant le Bassin du Congo.
- Renforcer les capacités institutionnelles et humaines.

Les principales opérations (Tableau 3) portent sur la réalisation des corridors de transports reliant les capitales de la Région et sur l'interconnexion des réseaux électriques (Exemple du programme Grand Inga de la RDC).

Harmonisation des critères de convergence dans la CEDEAO

La Banque collabore avec les organisations régionales de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA et ZMOA – Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest) en vue d'harmoniser les critères de convergence dans la CEDEAO. Ainsi, le Conseil de Convergence de la CEDEAO a-t-il retenu l'harmonisation des critères de convergence et des cadres de la surveillance

multilatérale des politiques macroéconomiques comme une composante majeure de la « feuille de route » du Programme (2009-2020) de monnaie unique de la CEDEAO adoptée le 25 mai 2009.

Harmonisation des cadres légaux et opérationnels des deux bourses de valeur de la CEMAC

La Banque accompagne également le travail des institutions et autorités de la CEMAC en vue de l'harmonisation des cadres légaux et opérationnels des deux bourses de valeur de la CEMAC. La coexistence de deux bourses concurrentes, l'insécurité légale et les chevauchements des réglementations limitent les activités des deux bourses.

Appui à la transition démocratique et l'inclusion sociale en Tunisie

La Banque compte apporter un appui de 500 millions de dollars à la Tunisie en 2011 pour résoudre les défis budgétaires immédiats et l'accompagner dans son chemin vers une croissance inclusive.

ANNEXE

Définition des pays francophones : Les pays francophones d'Afrique sont définis comme ceux ayant le français comme langue officielle ou d'usage. La liste des pays francophones est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 1: Taux de croissance réelle du PIB, 2009-2012 (%)

| Pays/région | 2009 | 2010(e) | 2011 (p) | 2012 (p) |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Afrique | 3,1 | 4,9 | 3,7 | 5,8 |
| Afrique Francophone | 2,8 | 3,9 | 3,5 | 4,4 |
| Algérie | 2,4 | 3,5 | 3,9 | 3,6 |
| Bénin | 2,7 | 2,1 | 2,5 | 3,7 |
| Burkina Faso | 3,2 | 5,7 | 6,5 | 6,2 |
| Burundi | 3,4 | 3,9 | 4,5 | 5,2 |
| Cameroun | 2,0 | 3,0 | 3,8 | 5,3 |
| Comores | 1,1 | 2,1 | 2,5 | 3,2 |
| Congo, Rép. | 6,8 | 10,2 | 8,4 | 3,1 |
| Congo, Rép.Dém. | 2,8 | 6,1 | 6,7 | 6,4 |
| Côte d'Ivoire | 3,7 | 2,0 | -7,3 | 5,9 |
| Djibouti | 5,0 | 4,4 | 4,6 | 5,1 |
| Gabon | -1,4 | 5,5 | 4,2 | 4,9 |
| Guinée | -0,3 | 1,6 | 4,6 | 5,5 |
| Madagascar | -3,7 | 0,3 | 0,6 | 2,0 |
| Mali | 4,5 | 4,5 | 5,4 | 5,3 |
| Maroc | 4,9 | 4,2 | 4,6 | 4,7 |
| Maurice | 3,1 | 4,1 | 4,0 | 4,1 |
| Mauritanie | -1,2 | 5,0 | 5,3 | 5,5 |
| Niger | -1,2 | 5,5 | 4,9 | 11,5 |
| République Centrafricaine | 1,7 | 3,4 | 4,3 | 4,5 |
| Rwanda | 4,1 | 6,5 | 6,4 | 7,0 |

| | | | | |
|------------|-----|-----|-----|-----|
| Sénégal | 2,2 | 3,8 | 4,2 | 5,0 |
| Seychelles | 0,7 | 6,0 | 4,0 | 4,5 |
| Tchad | 1,7 | 5,9 | 5,7 | 6,9 |
| Togo | 3,2 | 3,4 | 3,7 | 4,0 |
| Tunisie | 3,0 | 3,7 | 1,1 | 3,3 |

Source: Département de Statistique, BAD

(e) Estimations; (p) projections

Liste des pays exportateurs de matières premières:

- Les pays exportateurs de coton sont le Burkina Faso, le Mali et le Bénin
- Les pays producteurs d'or sont La Guinée Equatoriale et le Mali
- Le Cameroun exporte l'aluminium
- Les pays exportateurs nets de pétrole sont : l'Algérie, le Cameroun, le Tchad, la République Démocratique du Congo (RDC), la République du Congo ainsi que la Libye.

Tableau 2 : Recettes d'exportations de certaines matières premières en millions de dollars US

| Matières Premières | Pays | 2008 | 2009 |
|---------------------------|----------------------------------|-------------|-------------|
| Coton | Bénin | 387 | 341 |
| | Burkina Faso | 188 | 169 |
| | Mali | 203 | 209 |
| Or | Guinée Equatoriale | 12 | 1 |
| | Mali | 1,437 | 1,363 |
| Pétrole | Algérie | 48,832 | 26,575 |
| | Cameroun | 2,725 | 2,086 |
| | Tchad | 4,125 | 2,484 |
| | République du Congo | 7,154 | 5,227 |
| | République Démocratique du Congo | 210 | 500 |
| | Libye | 59,377 | 28,158 |

Source: UNCTAD, UNCTADstat

Tableau 3 : Principaux projets de la stratégie d'intégration régionale de l'Afrique Centrale

| ANNEES | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Région/Pays bénéficiaires |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---|
| TRANSPORT | | | | | | |
| 1. Projet routier Doussala (Gabon) - Dolisie (Congo) | | 105 | | | | Gabon-Congo |
| 2. Projet de la route Kribi-Campo (Cameroun)-Bata (RGE) | | 70 | | | | Cameroun-RGE |
| 3. Projet de pont route rail entre Kinshasa (RDC) et Brazzaville (Congo) | | | 70 | | | Congo-RDC |
| 4. Projet multimodal : Projet de navigation fluviale Oubangui-Congo-Sangha et Construction Route Ouesso (Congo), Bangui (RCA) – Ndjamena (Tchad) | | | 100 | | | Pays membres CICOS/ Congo, RCA, RDC, Tchad |
| 5. Construction Route Ouesso (Congo) – Sangmélina (Cameroun) Phase 2 | | | 80 | | | Congo, Cameroun |
| ENERGIE & TELECOMMUNICATIONS | | | | | | |
| 6. Projet d'interconnexion Boali 3 entre la RCA et la RDC | 60 | | | | | RCA, RDC |
| 7. Projet d'interconnexion du réseau électrique Tchad-Cameroun | | 60 | | | | Tchad, Cameroun |
| 8. Projet d'interconnexion du réseau électrique Cameroun-Gabon-RGE | | | 100 | | | Cameroun, Gabon et RGE |
| 9. Projet d'Aménagement hydroélectrique de RUSIZI III | | | | 50 | | Burundi, RDC, Rwanda |
| 10. Projet Inga III/Grand Inga | | | | | 100 | Angola, Burundi, RDC, STP, pays CEMAC et autres |
| TOTAL | 60 | 235 | 350 | 50 | 100 | |

Source : BAD